

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/386

G/SCM/W/397

24 avril 1996

(96-1548)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

QUESTIONS POSEES PAR L'INDE A L'AFRIQUE DU SUD CONCERNANT
LA NOTIFICATION¹ DE LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEE
PAR L'AFRIQUE DU SUD AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5
ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

La Mission permanente de l'Inde a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 16 avril 1996.

Antidumping

1. L'article 7.3 de l'Accord antidumping dispose qu'il ne sera pas appliqué de mesures provisoires avant 60 jours à compter de la date d'ouverture de l'enquête. La question des mesures provisoires est traitée dans le Guide, aux pages 25 et 26 du document G/ADP/N/1/ZAF/1-G/SCM/N/1/ZAF/1, dans les paragraphes 40 à 46. Il ne s'y trouve apparemment aucune mention de la date d'application des mesures provisoires. Il pourrait être précisé si des mesures provisoires peuvent être imposées, en Afrique du Sud, même avant 60 jours à compter de la date d'ouverture de l'enquête.

2. L'article 8 de l'Accord antidumping traite des engagements en matière de prix. L'article 8.4 dispose qu'en cas d'acceptation d'un engagement, l'enquête sur le dumping et le dommage sera néanmoins menée à son terme si l'exportateur le désire ou si les autorités en décident ainsi. Il n'y a aucune mention de cette disposition dans la législation sud-africaine. Qu'arriverait-il dans le cas où un exportateur désirerait qu'une enquête soit menée à son terme et où une détermination négative de l'existence d'un dumping et d'un dommage serait établie? L'engagement deviendrait-il caduc?

3. L'article 11.3 de l'Accord antidumping dispose que tout droit antidumping sera supprimé cinq ans après avoir été imposé. Il ne semble pas y avoir de disposition équivalente dans la législation sud-africaine. Il y a, toutefois, une disposition prévoyant le réexamen des droits à la demande des exportateurs ou des représentants du pays d'origine, ou sur la propre initiative du Conseil. Il pourrait être indiqué si l'introduction, à une date future, d'une clause d'extinction dans la législation sud-africaine est envisagée.

¹G/ADP/N/1/ZAF/1-G/SCM/N/1/ZAF/1.

Subventions

1. L'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires répartit les subventions en trois catégories: subventions prohibées, subventions pouvant donner lieu à une action et subventions ne donnant pas lieu à une action. La législation sud-africaine ne mentionne pas cette distinction. Cela signifierait-il que même les subventions visées à l'article 8.2 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires peuvent donner lieu à une action en Afrique du Sud?

2. La législation sud-africaine ne comporte pas de disposition concernant les consultations prescrites par l'article 13 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. L'Afrique du Sud se propose-t-elle de modifier sa législation pour ménager aux Membres des possibilités de consultation?